



Vienne, le 15 novembre 2005

Madame, Monsieur, Chers ami(e)s du CFA,

Le 1^{er} janvier 2006, l'Autriche succèdera au Royaume-Uni, et assumera la présidence de l'Union Européenne pour la deuxième fois depuis son adhésion en 1995. Elle devra alors relever un certain nombre de défis, dans un contexte européen pour le moins tourmenté, encore marqué par les *non* français et néerlandais à la Constitution Européenne, et les pressions qui s'exercent sur la PAC à Doha. Le premier défi consistera à démontrer que l'Union n'est donc pas dans l'impasse. Qu'elle est notamment en mesure de se fixer des perspectives financières pour 2007-2013, en clôturant un budget, dont les priorités ne pourront être déterminées qu'au prix de sacrifices, et au nom d'un consensus.

Le second défi pour l'Union et l'Autriche sera aussi un défi pour les Balkans de l'Ouest. Car 2006 sera pour l'Europe du Sud-est une année décisive, voire une année-charnière, marquée par cette double logique de morcellement régional et d'intégration européenne. Un dossier spécial (p.2-6), consacré à la Conférence internationale organisée par le Centre en juillet 2005, relate les enjeux à venir : Le 24 octobre dernier, le Conseil de sécurité des Nations Unies a en effet approuvé, la recommandation du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, visant à débiter les négociations sur le futur statut du Kosovo. Les conditions d'une possible indépendance conditionnelle restent à négocier (modèle macédonien, bosnien, ou autre...), mais il est admis que les négociations ne pourront s'éterniser sans déstabiliser la région. Au Monténégro, où l'euro a déjà cours, et la mise en conformité avec les Accords de Bologne progressent, le projet d'indépendance sera par ailleurs soumis aux urnes en 2006, sous le regard très attentif de l'Union Européenne. Enfin, le 9 novembre dernier, la Commission Européenne s'est prononcée en faveur de l'accession de la Macédoine au statut candidat à l'intégration européenne. Quatre ans après Ohrid, la Macédoine se tourne résolument vers l'Union.

Pour le Centre Franco-Autrichien, enfin, 2006 sera également une année très riche, caractérisée par une double approche, à la fois européenne et bilatérale, des grands thèmes d'actualité. La Journée Franco-Autrichienne, qui s'est tenue à Salzburg le 10 octobre dernier, a en effet révélé qu'il existe entre la France et l'Autriche un véritable intérêt mutuel, mais également une certaine forme de méconnaissance, à laquelle le Centre entend réagir, en proposant à l'avenir davantage de séminaires bilatéraux, visant à approfondir et à resserrer les liens entre nos deux pays. Au cœur de la réflexion, synthétisée p.6 à 11, figurait notamment l'organisation en France et en Autriche de la recherche, des sciences et de la technologie. Ce thème pourrait à l'avenir faire l'objet d'un séminaire.

L'agenda du Centre sera donc bien chargé en 2006, et je ne manquerai pas de vous tenir au courant.

Je vous souhaite d'ici là une bonne lecture,

PETER JANKOWITSCH,
Secrétaire Général du CFA

Sommaire

L'éditorial du Secrétaire Général 1

Les Balkans de l'Ouest

Compte-rendu de la conférence d'Opatija (4-5 juillet 2005) 2

Gros plan: le sommet de Thessaloniki 3

Le point sur les relations entre l'UE et les Balkans de l'Ouest 5

Journée Franco-Autrichienne

Compte-rendu de la journée, Salzburg, 10 octobre 2005 6

La France et l'Autriche en quelques chiffres 7

Les échanges commerciaux franco-autrichiens 8

Une méconnaissance mutuelle 11

Les activités du Secrétaire Général

En bref... 11

Les Balkans de l'Ouest: Nouveaux défis pour l'Union Européenne

○○○ Dix ans après les accords de Dayton, qui ont mis fin aux affrontements en Bosnie, six ans après la guerre au Kosovo, et cinq ans après la chute de Slobodan Milosević à Belgrade, les Balkans de l'Ouest retrouvent une stabilité toute relative et se mettent à penser 'Europe'. C'est dans ce contexte encore fragile que le Centre Franco-Autrichien a choisi d'organiser une Conférence Internationale en Croatie, consacrée aux perspectives européennes des Balkans de l'Ouest.

Ces dernières années, les objectifs du **Centre Franco-Autrichien** furent guidés par le souhait d'accélérer le processus d'adhésion des nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale à l'Union Européenne. C'est dans cette démarche que fut organisée en 1999 à Vienne une première table-ronde sur les Balkans. Six ans après, le 'besoin d'Europe' se fait toujours plus pressant dans cette région au passé tragique, mais les réponses tardent parfois à venir. Organisée par le Centre Franco-Autrichien en étroite collaboration avec l'**Institut Français des Relations Internationales (IFRI)**, la Conférence Internationale d'Opatija entendait se faire l'écho de ce 'besoin d'Europe' dans les Balkans de l'Ouest, tout en mettant l'accent sur ce que l'Europe, y compris, donc, la France et l'Autriche, aurait également à gagner d'une meilleure coopération avec les pays de la région.



La conférence, qui s'est déroulée autour de 6 tables-rondes, a rassemblé une trentaine de responsables politiques et économiques du plus haut niveau et d'experts de la région issus de 9 pays européens et des Balkans de l'Ouest. Parmi les invités de marque figuraient notamment **Mme GABRIĆ**, conseillère du Président de la République de Slovaquie, **Mme MAROVIĆ**, conseillère au Ministère des Affaires étrangères de la Croatie, **S.E.M. KREID**, Ambassadeur et Directeur Général de l'Initiative Centreuropéenne, et **M. FRANOVIĆ**, Président du Comité d'Helsinki pour les Droits de l'Homme. La Conférence, à laquelle assistait une cinquantaine de personnes, a également été suivie par le journal indépendant serbe B92. Enfin, dans la soirée du lundi 4 juillet, les participants à la Conférence ont été conviés à une réception donnée par **M. GAVRILOVIĆ**, Consul Honoraire d'Autriche à Rijeka.

Le Secrétaire Général du Centre Franco-Autrichien, a ouvert la Conférence en faisant valoir l'importance cruciale de l'Union Européenne et les jeunes démocraties d'Europe du Sud-Est. Les perspectives d'intégration formulées par l'UE lors du Sommet de 2003, ne sauraient en aucun cas être remises en cause par l'adoption d'une Constitution Européenne. En effet, dans

„Sans les Balkans de l'Ouest, l'Union demeure un projet inachevé“
S.E.M. Knitel, ancien Ambassadeur

S.E.M. JANKOWITSCH, ciale des relations entre Sud-Est. Selon lui, les met de Thessaloniki en la récente crise relative à

les Balkans de l'Ouest, au cœur d'une Europe du Sud-Est encore fragile, l'Union Européenne ne peut oublier sa mission fondamentale et l'essence même du projet européen qui la justifie : Transformer des territoires qui jadis s'entredéchiraient, en terres de paix prospères et unies. Le défi est grand, a concédé **S.E.M. JANKOWITSCH**, mais il est à la mesure des aspirations européennes. En Bosnie et au Kosovo, il incombe notamment à l'Union d'user de son *soft power* pour initier les changements nécessaires, et non d'entretenir un interminable statu quo ou une certaine forme de néo-colonialisme. Cette logique d'intégration est souhaitable tant pour l'Europe, que pour les jeunes démocraties de la région. Sans les Balkans de l'Ouest, a remarqué **S.E.M. KNITEL**, ancien Ambassadeur d'Autriche en Croatie, l'Union Européenne demeurerait d'ailleurs un projet *inachevé*. L'Autriche, qui occupe une place particulière au cœur de l'Europe, et qui entretient d'excellentes relations avec les états des Balkans occidentaux, le sait d'ailleurs très bien : En 1992, alors qu'elle



S.E.M. Jankowitsch, Secrétaire Général du CFA et S.E.M. KNITEL, Ambassadeur d'Autriche

s'apprêtait à intégrer l'Union, elle s'est posée en trait d'union entre les Membres fondateurs et cette Europe plus jeune et plus fragile. Bien-sûr, cela ne dispense aujourd'hui ces états de prendre leurs responsabilités en matière d'Etat de Droit et de coopération avec le Tribunal Pénal International de Yougoslavie notamment. Mais, a précisé **S.E.M. SAINT-PAUL**, Ambassadeur de France en Croatie, l'Union Européenne joue sans doute dans la région une partie de sa crédibilité, et la Croatie, la Serbie-Monténégro, la Macédoine (ARYM), la Bosnie-Herzégovine (BiH) et l'Albanie jouent quant à elles leur stabilité. En ce sens, une meilleure coopération entre l'UE et ces états est plus que souhaitable, elle est vitale.



La première table-ronde s'est attachée à comprendre les faiblesses démocratiques des régimes balkaniques. Selon **M. KRULIĆ**, historien, c'est la peur de devenir une minorité, apparue vers 1990 quand le concept de *minorité* remplaça celui de *peuple*, qui a constitué un motif essentiel, voire la raison fondamentale du conflit en Yougoslavie. Aujourd'hui, cette peur est toujours très forte au Kosovo, mais, pour des raisons de crédibilité politique, il est difficile d'agir dessus. La preuve du mépris que manifestent bon nombre d'ex-yougoslaves, Serbes, Croates ou Musulmans, à l'égard de la chose politique a été apportée par **M. SIMAC**, expert auprès de la Commission Européenne pour le développement technique de la région, au cours d'un exposé plutôt pessimiste révélant les multiples sources d'incompréhensions au sein des populations d'ex-Yougoslavie. Cependant, les dysfonctionnements démocratiques et politiques internes aux Balkans de l'Ouest trouvent également des causes exogènes en la faiblesse démocratique qui affecte de plus en plus les démocraties de la (vieille ?) Europe

ordonnée (faible participations aux élections, poussée des nationalismes...). Bien-sûr, l'Union n'est pas parfaite, mais sa difficulté à s'imposer comme un modèle dans les Balkans de l'Ouest devrait soulever quelques questions. Cette difficulté, **M. LUCIĆ**, Président du Centre pour les Elections libres et la Démocratie, l'a illustrée : En Serbie, la scène politique est très polarisée, avec un fort dualisme entre les partis pro- et anti-démocratiques, et plus de 25% des électeurs auraient de la sympathie pour des partis non-démocratiques. Or, l'absence de stratégie commune entre les partis pro-démocratiques, que pourrait toutefois incarner l'UE, rend difficile l'éveil démocratique. **M. FRANOVIĆ**, Président du Comité d'Helsinki pour les Droits de l'Homme, estime en outre que la démocratie dans les Balkans de l'Ouest devrait être protégée par l'instauration de nouvelles Constitutions permettant de rompre avec les régimes dictatoriaux précédents. Le soutien de l'UE dans cette tâche entre autres, selon lui, est très important.

Le Sommet de Thessaloniki

Lors du **Sommet de Thessaloniki**, qui s'est tenu en 2003, l'Union Européenne a réaffirmé son soutien aux états des Balkans de l'Ouest en leur promettant des perspectives européennes, dès que les critères de Copenhague seront respectés. Le processus de rapprochement proposé par l'UE est celui menant à la conclusion des Accords de Stabilisation et d'Association.

La seconde table-ronde s'est ensuite attachée à comprendre les dimensions sociales et économiques des systèmes balkaniques. **M. GYÖRGY**, Directeur de l'Association des Syndicats Hongrois, et **M. NACHTNEBEL**, Secrétaire international de la Fédération des Syndicats Autrichiens, ont tour à tour expliqué leur expérience du processus d'intégration et de transition. **M. GYÖRGY** a également félicité le Centre Franco-Autrichien pour l'organisation d'une précédente Conférence à Vienne sur le thème du « *Droit, Démocratie, et économie de marché* », et s'est prononcé pour que l'expérience, appliquée aux Balkans de l'Ouest, soit bientôt renouvelée. Au sujet des conditions d'intégration, **M. GYÖRGY** a mis en garde : l'Union Européenne, a-t-il poursuivi, est un corps imparfait, mais évolutif et perfectible. L'effort de remise en question et d'adaptation ne peut, par conséquent, incomber qu'aux seuls Balkans de l'Ouest.

Les troisième et quatrième tables-rondes ont permis de faire le point sur l'état des relations entre les Balkans de l'Ouest et l'UE, et sur les formes de coopérations régionales et le rôle des institutions. **Mme MILIVOJEVIĆ**, présidente du Comité de l'intégration européenne au Parlement Serbe, a souligné qu'il est nécessaire d'établir en Serbie un meilleur contrôle de l'exécutif par le Parlement. Des textes de lois, récemment mis en œuvre, devraient améliorer les choses. Très optimiste, **M. HADZIKADUNIĆ**, Porte-parole de la Direction de l'Intégration Européenne au Conseil des Ministres bosniaque, a tenu à relever tous les progrès en termes de *nation-building* réalisé par la BiH. Les Ac-



cords de Dayton, selon lui, appartiennent au passé, alors que la perspective d'une future adhésion est désormais le principal vecteur de réformes. Le cas de la Croatie et de la ARYM, qui ont signé les Accords de Stabilisation et d'Association avec l'UE, est en ce sens observé avec le plus grand soin dans les anciennes républiques yougoslaves. Malheureusement, il est à déplorer, selon **M. RUPNIK**, Directeur de recherche au CERI-Sciences-Po, que l'élargissement de l'UE aux Balkans de l'Ouest, avec tout ce que cela comporte d'aides et de communication, ne soit pas perçu comme une priorité à Bruxelles. Les relations entre l'UE et la BiH ou le Kosovo ne doivent pas s'engluer dans un éternel statu quo de quasi-protectorats a-t-il averti, car la mission de l'UE est incompatible avec le néo-colonialisme. Pour éviter ce possible glissement, il est de la responsabilité de l'Union de se mobiliser et de remettre en question sa dynamique d'élargissement en rapprochant le Centre de la périphérie, et non plus l'inverse. La crédibilité de la PESC, fruit de la

volonté de l'UE à stabiliser la région, est en jeu. **M. RUPNIK** a conclu par quelques conseils pratiques adressés à l'UE : Ne pas baisser le budget de l'Union pour cette région, assouplir la politique de visa, et découpler

les questions d'élargissement à la Turquie et aux Balkans qui sont en tout point différentes. Cet enjeu de crédibilité de l'Union a également été évoqué par **M. HÖLL**, Directeur de l'Institut autrichien de Politique Internationale, de même qu'une échéance -7 ou 8 ans-, après quoi, l'Union, tout comme les Balkans de l'Ouest, ressortirait perdante de ce défi. L'importance des coopérations régionales dans la normalisation des relations a par ailleurs été confirmée par **S.E.M. KREID**, Ambassadeur et

„Do not take the EU for granted“

M. Rupnik, Directeur de recherche à Sciences-Po

Directeur général de l'Initiative Centreuropéenne. Cette coopération régionale ne doit pas se limiter aux seules ex-Républiques de Yougoslavie, mais peut englober des états d'Europe Centrale, a noté **M. HAJDU**, Conseiller scientifique au Centre des études régionales de l'Académie hongroise des Sciences.

La cinquième table-ronde fut l'occasion d'étudier l'image de l'Union Européenne dans l'opinion publique et inversement. **M. TODORIĆ**, Conseiller au Bureau de l'intégration européenne de Serbie-Monténégro, a regretté à ce sujet que la Serbie soit tout particulièrement pénalisée dans le processus de rapprochement avec l'UE en raison de son image défavorable et nationaliste dans les opinions publiques européennes. Or, selon **M. RADOMIROVIĆ**, Journaliste auprès de l'indépendant serbe News Editor B92, le nationalisme en Serbie n'est pas ce qui touche le plus gravement le pays. D'autres préoccupations, bien plus concrètes comme les moyens de subsistance des Serbes, occupent aujourd'hui l'espace médiatique et familial. La perspective européenne devrait néanmoins permettre de lutter contre les nationalismes, du moins si une meilleure communication et une information plus impartiale est soutenue par l'UE en Serbie, comme dans les Etats-membres. Cela passe naturellement par un budget dédié significativement plus important, d'autant que la Communication est aujourd'hui l'un des trois piliers fondamentaux de la politique d'élargissement, selon Olli Rehn, Commissaire Européen à l'élargissement. Le risque d'un réveil des nationalismes dans les Balkans de l'Ouest est cependant réel, selon **M. KULLASHI**, maître de conférences en philosophie

L'Initiative Centreuropéenne

Fondée en 1989, quelques jours après la chute du Mur de Berlin à partir d'un noyau de quatre états – Italie, Autriche, Hongrie et Yougoslavie, l'Initiative Centreuropéenne s'est agrandie au fil des ans et compte aujourd'hui 17 Membres. L'objectif fondamental de cette organisation est le rapprochement des pays d'Europe Centrale, du Sud-Est et de l'Est, dans la perspective d'une adhésion à l'UE. L'Initiative Centreuropéenne assiste et soutient ses Etats-membres dans leur processus de préparation dans les domaines économiques, humains et institutionnels. Elle encourage les transferts de know-how, de technologie, vise à faciliter les échanges commerciaux et les investissements, et promeut la recherche scientifique et les avancées dans la société civile.

Le Processus et les Accords de Stabilisation et d'Association

Le **Processus de Stabilisation et d'Association** (pSA), né du Sommet de Zagreb en 2000, est une stratégie de transition élaborée par l'Union Européenne pour les pays des Balkans de l'Ouest. Elle consiste à offrir à la Croatie, Serbie-Monténégro, ARY Macédoine, Bosnie Herzégovine et Albanie des perspectives d'adhésion de plus en plus claires à mesure que ces pays effectuent les réformes économiques et politiques nécessaires à l'intégration de l'acquis communautaire. Le rythme du pSA étant modulable, les pays peuvent choisir d'accélérer leurs perspectives d'adhésion. En ce sens, le pSA est une expression typique du *soft power* sur lequel peut s'appuyer l'Union. La coopération régionale est également un élément-clé du pSA, ainsi que le respect des droits des minorités. Le bon déroulement du pSA aboutit à la signature d'un Accord de Stabilisation et d'Association avec l'UE (ASA), qui a une véritable valeur politique. Le ASA conclut la mise en œuvre progressive d'une zone de libre échange avec l'UE, et oriente le pays signataire à un rapprochement au sens large du terme avec l'UE, vers le statut de Candidat à l'adhésion.

à Paris VIII. Il importe pour éviter cela de résoudre au plus vite les problèmes de statut de toutes ces régions. Car ces questions sont encore abordées avec une forte composante émotionnelle, a remarqué **Mme HART-MAN**, Ministre plénipotentiaire, Ambassade d'Autriche à Belgrade. Et malgré le soutien presque unanime de la population serbe à une meilleure coopération avec l'UE, les hommes et femmes politiques ne peuvent l'ignorer. Le déblocage de ces points sensibles, qui impliquent tous l'UE d'une façon très directe, nécessite au plus vite une communication plus accrue, afin de lever les incompréhensions, et d'offrir donner aux populations, et non plus aux seuls politiques, des contreparties bien visibles aux changements parfois douloureux causés par les réformes.

Le point sur... L'avancée des relations entre l'Union et les états des Balkans



Croatie :

La Croatie, qui a le statut d'**Etat Candidat** depuis juin 2004, a commencé le processus de négociation en vue de l'adhésion à l'Union Européenne en octobre 2005. Outre les réformes politiques, économiques et judiciaires auxquelles le pays devra s'atteler, des questions encore relatives au retour des réfugiés (notamment serbes de la Krajina) restent en suspens.



Ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM)

La Macédoine a signé en 2001 les **Accords de Stabilisation et d'Association** avec l'Union Européenne et a déposé en 2004 sa candidature officielle à l'adhésion. La Macédoine a reçu en novembre 2005 un avis favorable de la Commission, qui lui ouvre la voie de l'intégration européenne. Des questions relatives à la modernisation des services publics et à la lutte contre la corruption restent néanmoins encore en suspens.



Serbie-Monténégro

La Serbie-Monténégro a débuté le **Processus de Stabilisation et d'Association**, et devrait bientôt pouvoir négocier les Accords de Stabilisation et d'Association, première étape sur la voie de l'adhésion. La Commission a en effet émis un avis positif soutenant ces perspectives. Parmi les questions délicates non résolues figurent le statut du Kosovo –pour qui des négociations se sont ouvertes fin novembre 2005– et du Monténégro –qui organisera un référendum en 2006 portant sur son éventuelle indépendance. La coopération avec le TPIY et de profondes réformes économiques sont d'autres conditions importantes.



Bosnie-Herzégovine

L'Union Européenne a décidé en 2004 d'un **Partenariat Européen** avec la Bosnie-Herzégovine. Bien que la perspective d'un jour adhérer à l'UE ait été formulée lors du Sommet de Thessaloniki, il n'existe à ce jour aucun contrat régissant le rapprochement des relations UE-BiH. L'ouverture d'un Processus de Stabilisation et d'Association avec l'UE est cependant fortement soutenue par le Commissaire à l'élargissement M. Olli Rehn. L'engagement croissant de l'UE en Bosnie est pour le moment surtout visible dans le domaine militaire. Lors des Sommet de Copenhague (2002, UE) et d'Istanbul (2004, OTAN), il fut ainsi décidé que l'EUROFOR (UE) prendrait la relève de la SFOR (OTAN). L'opération Althéa, menée par l'EUROFOR a donc débuté au début de l'année 2005, avec pour objectif le maintien de la paix et la lutte contre le crime organisé et la corruption.



Albanie

Les relations contractuelles entre l'Albanie et l'UE sont régies par un **Accord de Coopération Economique et Commerciale** signé en 1992. Depuis 2000, l'Albanie est également entrée dans un Processus de Stabilisation et d'Association avec l'UE, mais ses efforts en la matière sont restés très limités.

En conclusions, les intervenants de la dernière table-ronde, **Mme GABRIĆ**, Conseillère du Président de Slovénie, **M. SOLIOZ**, Executive Director de l'Association Bosnia and Herzegovina 2005, **S.E.M WOLTE**, Ambassadeur, et **M. JANJIC**, Coordinateur du Forum Serbe des Relations Ethniques, ont tous regretté l'impact injustifié que pourrait avoir la crise interne de l'Union sur le processus de rapprochement avec les Balkans de l'Ouest. **S.E.M. WOLTE** a même noté que ces hésitations absurdes touchaient en premier lieu les



De gauche à droite: Mme Gabric, M. Solioz, S.E.M. Wolte, et M. Janjic

Etats fondateurs de l'Union, cependant que les nouveaux Etats-membres, plus dynamiques, se montrent désormais même les plus fidèles aux principes fondamentaux de l'Union. L'Autriche, qui prend en 2006 la présidence de l'Union, pourra vraisemblablement puiser dans cette énergie nouvelle pour convaincre et lever bien des incompréhensions... Les défis sont nombreux, mais l'Union doit les relever. Et il pourrait y avoir urgence à cela... **M. JANJIC**, revenant sur les problèmes aux Kosovo, a insisté

sur le niveau explosif de violence interethnique dans cette province serbe, et sur la déformation du prisme de certains médias occidentaux. Le poids de la responsabilité collective de la minorité serbe du Kosovo, harcelée par les Albanais du Kosovo qui souhaitent l'indépendance ou le rattachement à l'Albanie, est selon lui, exagéré, et ne justifie pas les nombreuses violences. Une chose est sûre : dans les Balkans de l'Ouest, le degré de stabilité est quelque part lié à l'implication politique, et pas seulement militaire de l'Union Européenne. De même, le *soft power* distillé par l'Union, est indispensable aux réformes, y compris constitutionnelles, des états de la région. Un recul ou un ralentissement dans la dynamique d'intégration ou dans les perspectives offertes aux états des Balkans lors du Sommet de Thessaloniki pourrait dès lors être la source de dangereux contrecoups.

www.oefz.at

Colloque bilatéral à Salzburg
10 octobre 2005



Journée Franco-Autrichienne

○○○ Le développement des relations entre la France et l'Autriche va bien au delà de ce qu'implique le dialogue entre deux États membres de l'Union Européenne. Outre les aspects politiques de ces relations, parfois tourmentées ces dernières années, d'autres dimensions, i.e. économiques, technologiques, scientifiques et culturelles sont à prendre en compte.



C'est à ces questions, surtout relatives au **rapprochement et à l'intensification des relations** entre la France et l'Autriche dans les domaines économiques, technologique, culturels et politiques, que le Centre Franco-Autrichien a souhaité consacrer cette première **Journée Franco-Autrichienne**, organisée à Salzburg, en étroite collaboration avec l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI), et avec le soutien du Land de Salzburg. La manifestation a rassemblé **une quarantaine de responsables-clé** de la vie politique, économique, scientifique et culturelle franco-autrichienne, ainsi que des représentants d'entreprises des deux pays, et un public restreint d'auditeurs libres.



La manifestation a rassemblé une quarantaine de responsables-clé de la vie politique, économique, scientifique et culturelle franco-autrichienne, ainsi que des représentants d'entreprises des deux pays, et un public restreint d'auditeurs libres.

Parmi les intervenants de marque figuraient notamment **Mme Burgstaller**, Gouverneur de la Région de Salzburg, **S.E.M. Viaux**, Ambassadeur de France à Vienne, **S.E.M. Ceska**, Ambassadeur, Ministère Fédéral de l'Économie et du Travail, **MM. Badré et Del Picchia**, Sénateurs, **M. Marboe**, Conseiller commercial de l'Ambassade d'Autriche à Paris, **Mme Sauer**, Directrice du Forum culturel autrichien à Paris, et **M. Barazon**, Rédacteur en chef des Salzburger Nachrichten, lesquelles ont fait état de la manifestation dans leur quotidien en date du 11 octobre.



S.E.M. Scheide, S.E.M. Viaux, Mme Burgstaller

Avec l'entrée dans l'Union Européenne de la Roumanie et de la Bulgarie prévue en 2007, le Centre Franco-Autrichien entend tourner une page de son histoire, sans toutefois totalement renoncer à la main qu'il tend depuis plus d'un quart de siècle aux États candidats à l'UE. Selon **M. Jankowitsch**, Secrétaire Général du CFA, de nouvelles perspectives s'inscrivant dans un cadre strictement bilatéral peuvent aujourd'hui voir le jour, afin de développer plus encore les amitiés entre la France et l'Autriche. Les nouveaux objectifs du Centre, complémentaires au travail fondamental de ce dernier

dans les pays de l'Est, doivent également pouvoir porter sur l'intensification des relations franco-autrichiennes et le rapprochement des deux pays à plusieurs niveaux. La Journée Franco-Autrichienne constitue dans ce sens un premier pas, chaleureusement salué par la Gouverneur de la région de Salzburg, **Mme**

Burgstaller et par la Conseillère Municipale de Salzburg, **Mme Hofmeister**. Soulignant l'essor des relations bilatérales dans les transports et la recherche entre Salzburg et la France, **Mme Burgstaller** a appelé à un approfondissement des échanges commerciaux, et a espéré que l'Europe, qui fournit aux deux pays un cadre favorable au développement de leurs bonnes relations, trouvera une issue positive à la crise du référendum survenue en mai dernier en France, ainsi que les moyens de rapprocher les institutions à Bruxelles des citoyens de l'Union. Le rapprochement entre Autrichiens et Français, a remarqué **Mme Hofmeister**, s'opère déjà depuis plus de 40 ans, dans le cadre du jumelage de la ville de Salzburg avec celle de Reims. **M. Barazon**, Rédacteur en Chef des Salzburger Nachrichten, a néanmoins précisé que si les liens entre la France et l'Autriche sont de toute évidence amicaux, ils ne peuvent être qualifiés de complices, et s'est interrogé sur les causes du manque d'harmonie entre les deux pays. Des incompréhensions, créées dans leurs patrimoines respectifs mériteraient selon lui d'être levées. Qu'ils soient culturels, comme en témoigne les expositions croisées de peinture à Paris et à Vienne, diplomatiques, à l'instar des nombreuses rencontres officielles ces derniers temps, ou économiques, car la France compte parmi les premiers fournisseurs de l'Autriche, les échanges entre la France et l'Autriche, s'inscrivent pourtant dans une même dynamique, a reconnu **Monsieur l'Ambassadeur Scheide**, du Ministère des Affaires Étrangères Autrichien : à la veille de la Présidence autrichienne au Conseil de l'UE, le rapprochement entre la France et l'Autriche est en effet considéré par son Ministère comme une priorité. C'est précisément dans ce contexte, a ajouté **S.E.M. Viaux**, Ambassadeur de France à Vienne, que le Centre Franco-Autrichien peut jouer un nouveau rôle: celui d'instrument de dialogue entre les deux pays, dans une Europe où les défis sont encore nombreux.

Dans son introduction, **Monsieur Philipp Marboe**, Conseiller Commercial auprès de l'Ambassade d'Autriche à Paris, a tout d'abord regretté l'image parfois caricaturale de l'Autriche en France, qui ne tient compte ni des affinités –réelles- entre les deux pays, ni des **bonnes relations commerciales** qui prévalent depuis plusieurs années. **M. Marboe** a ensuite dressé un portrait relativement pessimiste de la situation économique et commerciale de la France, dont les perspectives de croissance ne cessent d'être revues à la baisse, mais a reconnu que l'Autriche occupe néanmoins une « bonne place » sur le marché français, et que le potentiel de ce dernier devrait enjoin-



de cette dernière à consolider sa position. Car la France demeure particulièrement compétitive, notamment grâce à ses pôles de compétitivités et de recherche, et son savoir-faire dans les domaines de la haute technologie.

En quelques chiffres...	France	Autriche
Données géographiques et démographiques		
Superficie (km ²)	550 000	83 858
Structure administrative :	22 régions 96 départements 4 DOM 5 TOM+1	Structure fédérale : 9 Länder
Capitale (millions d'habitants)	Paris (11,2)	Vienne (1,6)
Population totale (Mo d'habitants, 2004)	62,1	8,1
Nombre d'unités urbaines de plus de 100000 hab.	57	7
Densité démographique (hab. /km ²)	112	97
Croissance démographique (1995-2004)	+0,37%	+ 0,25%
Espérance de vie (années)		
- femmes	75,8	75
- hommes	82,9	81
Religions	catholiques (82%), musulman (6%)	catholique (78%), protestants (5%)
Indice de développement humain (2003)	0,938	0,936
Classement IDH (2003)	16°	17°
Données économiques et commerciales		
PIB (prix courants, Mds EUR, 2003)	1551	226,1
PIB/hab. (prix courants, EUR, 2003)	24976	27 914
Taux de croissance du PIB (valeur réelle, 2003/2004)	+0,5%	+2%
Taux d'inflation (2003)	2,2%	2,1%
Principaux clients (classé par valeur des exportations)	Allemagne, Espagne, UK, Italie, Belgique, USA, Pays-Bas, Autriche (16°)	Allemagne, Italie, USA, Suisse UK, France (6°), Hongrie
Principaux fournisseurs (classé par valeur des importations)	Allemagne, Italie, Belgique, UK, USA, Chine, Autriche (17°)	Allemagne, Italie, France (3°), USA, Rép. Tchèque
Solde commercial (Mds EUR, 2004)	-6,6	-0,3
Part des principaux secteurs : dans le PIB, dans la population active (2002)		
- secteur primaire :	2,7% 4%	2,3% 5,7%
-secteur secondaire :	24,9% 25%	31,8% 29,9%
-secteur tertiaire :	72,4% 73%	65,9% 64,4%
Part du Tourisme dans PIB (% , 2004)	6,7%	16,4%
Nombre de demandes de brevets (Mo d'hab.)	147	175
Données économiques et sociales		
Taux du chômage (2004)	9,9%	4,5%
Taux de syndicalisation (% pop. active, 2004)	8%	36%
Jour de grève pour 1000 employés (1993-2002)	92	1
Dépenses de protection sociales (% PIB, 2005)	30,6%	29,1%
Dépenses de santé (% PIB, 2002)	9,7%	7,7%
Dépenses pour l'éducation (% PIB, 2001)	6,0%	5,8%
Poids des prélèvements obligatoires (% PIB, 2005)	44,1%	43,22%

Sources : INSEE, PNUD, EUROSTAT, ÖSTAT, BMWA, ABA

Les échanges commerciaux franco-autrichiens

Les échanges commerciaux franco-autrichiens représentent environ 1% des échanges totaux respectifs des deux pays et accusent une croissance régulière depuis quelques années. Malgré ce faible pourcentage, la France et l'Autriche peuvent être qualifiés de relativement bons partenaires, puisque l'Autriche se fournit pour 4% de ses importations auprès de la France, ce qui fait de cette dernière le 3^e fournisseur de l'Autriche. Le Tableau 1 montre encore que la France est le 6^e client de l'Autriche, à quasi égalité avec le Royaume-Uni.

Après trois années d'excédent commercial avec la France, l'Autriche a connu en 2004 un déficit commercial substantiel (300 Mo d'euros), causé à la fois par l'essoufflement des exportations à destination du marché français depuis 2002, et d'autre part, par la forte progression des importations françaises en Autriche (+11% entre 2003 et 2004). Le Tableau 2 illustre ce phénomène. L'essoufflement des exportations autrichiennes à destination de la France concerne en particulier deux des postes d'exportation les plus importants pour l'Autriche : Les réacteurs nucléaires, machines et engins mécaniques, qui ont généré 458 millions d'euros de recettes commerciales en 2004, mais sont en baisse de 0,6%, et les machines et appareils électriques (451 millions d'euros), qui accusent une baisse d'exportation de plus de 30%. Les pôles particulièrement actifs des échanges franco-autrichiens sont ceux de l'industrie pharmaceutique (+13% d'échanges, 270 Mo d'euros), et surtout celui de l'industrie automobile, qui pèse 1.248 Mo d'euros, et dont les trois-quarts sont réalisés au bénéfice de la France (en nette progression).

Table 1 : Les partenaires commerciaux autrichiens

2004		Principaux fournisseurs de l'Autriche		Principaux clients de l'Autriche	
Rang	Pays de provenance (valeur)	% des importations	Pays de destination	% des exportations	
	Total	100,0%	Total	100,0%	
	UE	77,1%	UE	71,6%	
1	Allemagne	42,6%	Allemagne	32,1%	
2	Italie	6,8%	Italie	8,5%	
3	France	4,0%	Etats-Unis	5,9%	
4	Etats-Unis	3,4%	Suisse	4,5%	
5	Rép. Tchèque	3,1%	UK	4,2%	
6	Hongrie	3,0%	France	4,2%	

Source : ÖSTAT, BMWA, 2005

Table 2 Les échanges franco-autrichiens

Années	1980	1990	2000	2001	2002	2003	2004
Importations françaises en provenance d'Autriche (Mo d'EUR)	415,5	1723,1	2774,7	3295,8	3421,4	3323	3205,4
% des importations globales	0,5	0,9	0,8	1	1	1	0,9
Evolution (%)		314,7%	61,0%	18,8%	3,8%	-2,9%	-3,5%
Exportations françaises vers l'Autriche (Mo d'EUR)	598,4	1485,3	3349,9	3276,6	3079	3180,4	3528,8
% des exportations globales	0,8	0,9	1	1	0,9	1	1,1
Evolution (%)		148,2%	125,5%	-2,2%	-6,0%	3,3%	11,0%
Solde commercial français dans les échanges franco-autrichiens (Mo d'EUR)	182,9	-237,8	575,2	-19,2	-342,4	-142,6	323,4

Source : DGDDI, 2005

La France dispose également d'autres types de savoir-faire dont l'Autriche pourrait peut-être s'inspirer, et notamment dans les domaines des partenariats public-privé (PPP) liés aux transports. Représentant la société européenne pour le développement des transports publics Transdev, **M. Villière** est intervenu dans ce sens en faisant remarquer que, contrairement à l'Autriche, pays fédéral, où la gestion des transports publics incombe principalement aux collectivités, la France a développé une économie de type mixte, recourant aux entreprises privées pour l'exploitation et l'entretien des ouvrages. Ce type de montage repose sur la forte implication des partenaires industriels, financiers et publics, et suppose une large interdisciplinarité au sein des groupes managériaux. L'entreprise de grands travaux Asfinag, qui construit les routes en Autriche, s'est récemment tournée vers les PPP, a déclaré le Président de son Directoire, **M. Lückler**. Il est en effet apparu que le modèle de concessions fondées sur des PPP permet d'être plus efficace, de mieux sécuriser les coûts et les transferts de know how, et d'accroître la qualité des services. Asfinag entend à présent développer plus de projets basés une telle structure, et pourrait chercher à coopérer, dans cette perspective, avec d'autres entreprises européennes, et en particulier, françaises. Le besoin d'investissements dans les PECO, dont les infrastructures doivent être modernisées à hauteur de 600 milliards d'euros, est en ce contexte une véritable source d'opportunités pour la France comme pour l'Autriche, a estimé **M. Gautier**, du Medef-

International. La bonne capacité industrielle en terme de production d'équipements et l'influence de l'Autriche dans la région, combinée au savoir-faire de la France en terme de PPP posent les bases idéales d'une meilleure coopération entre les entreprises françaises et autrichiennes sur ces marchés tiers. Reste à intégrer ces solutions, et à convaincre les autorités locales et nationales des PECO de leur pertinence. Cette proposition de développer les complémentarités entre la France et l'Autriche, appuyée par **M. Gibert**, Directeur, Erste Bank, ne devrait cependant pas se restreindre aux seules grandes entreprises, mais concerne également les PME. Un obstacle, relevé par **S.E.M. Ceska**, du Ministère de l'Économie et du Travail, consiste en ce que la production industrielle autrichienne, concentrée sur la production de biens sous-traités, n'est pas aussi identifiable que celle de la France, qui commercialise beaucoup de produits finis. Le potentiel de l'Autriche est de ce fait bien souvent méconnu en France, surtout parmi les PME.

L'Autriche et les PECO

La présence de l'Autriche dans les PECO et en Europe de l'Est en général est par exemple visible en considérant les flux d'Investissements Directs à l'Étranger (IDE) générés par l'économie autrichienne. En Slovaquie et en Croatie, les IDE autrichiens représentent plus de 20% des investissements directs totaux. L'Autriche y est le premier investisseur étranger. En Slovaquie, Hongrie et République Tchèque, l'Autriche occupe la 3^e place, tandis qu'en Bulgarie, Roumanie et Pologne, elle se range à la 7^e place. (source : WIIW/Wifo, 2003)

Les modèles de **gouvernance économique et sociale** diffèrent en France et en Autriche tout d'abord dans leurs rapports respectifs à l'État. **M. Ferron**, Chercheur à 'Confrontations Europe', a par exemple dénoncé « l'hyperdélégation » latente en France envers l'État centralisateur, qui résulte, selon lui, en une déresponsabilisation des partenaires sociaux, et explique les faibles taux de syndicalisation et la séparation excessive franche entre le public et le privé. Au contraire, le système fédéral autrichien semble effacer le rôle de l'État au profit des acteurs décentralisés, publics et privés. Au niveau des syndicats, a remarqué **M. Robinet-Duffo**, Président du Medef-Paris, il est intéressant de constater que les mouvements sociaux en France se placent toujours en amont du dialogue, caractéristique de la politique sociale conflictuelle à la française, et que les centres de négociation restent, bien souvent, au niveau des entreprises. En Autriche, les modèles de coopération sociale et économique, et l'établissement de contrats collectifs permettent l'instauration d'un meilleur dialogue, assuré pour les syndicats au niveau de l'unique Fédération des Syndicats autrichiens (ÖGB),



M. Nachtnebel, Mme Mossé et M. Ferron

représentée ici par **M. Nachtnebel**, Secrétaire International. Au delà des modèles de gouvernance français et autrichien, ce fut la gouvernance économique et sociale européenne qui suscita les débats les plus vifs. **M. Ferron**, soutenant la vision Blair-iste de l'Union Européenne, s'est inquiété que la France ne dispose pas d'un véritable Ministre des Affaires Européennes, du fait de ce qu'il a appelé « l'État-écran » se servant de Bruxelles comme d'un *bouc émissaire*. **M. Bilquez**, Membre de la délégation européenne au Conseil Économique et Social et Secrétaire confédéral de Force Ouvrière, a pour sa part déploré la paupérisation de la société française et l'hypocrisie consécutive au Traité de Lisbonne, qui cinq ans après sa signature, n'est toujours pas en voie d'application. Il a fustigé la politique d'harmonisation d'inspiration libérale prônée par la Commission Européenne, qu'il a opposé à l'harmonisation par le progrès social.

Le rapprochement entre la France et l'Autriche, tout comme la construction européenne, doit aussi s'opérer par une **politique de recherche scientifique**, destinée à développer des liens concrets entre les pays, a par la suite affirmé **M. Pohoryles**, du Centre Interdisciplinaire pour la Recherche Comparative en Sciences Sociales. Dans le domaine de l'exploration spatiale, la France et l'Autriche peuvent déjà se prévaloir d'un partenariat substantiel, selon **M. Pseiner**, Managing Director de l'Agence Nationale pour la Promotion de la Recherche. Une mission, appelée COROT, et dirigée par le Centre Nationale d'Études Spatiales français fera par exemple appel à l'expertise de l'Institut de Recherche Spatiale de l'Académie Autrichienne des Sciences. D'autres types de coopération entre la France et l'Autriche, à l'instar du projet Pléiades, s'inscrivent dans un cadre multilatéral ou européen. La recherche scientifique s'organise cependant différemment en France et en Autriche, a remarqué **M. Koch**, de Execupery & TechGate. En Autriche, la recherche est éclatée au niveau des petites et moyennes structures, et s'organise par la suite sous la forme de vastes clusters. En France, la recherche est polarisée dans des sites de haute technologie, comme Sofia Antipolis par exemple, et s'organise au sein de technopôles. Les sciences et la technologie concentrant les enjeux de demain, **M. Badré**, Sénateur et Président du groupe d'amitié France-Autriche, a appelé à la création de pôle de compétitivité transversaux, ou de cluster multipolaires, bilatéraux et européens, afin de développer des réseaux de compétitivité plus performants. Au niveau académique, la mobilité des chercheurs est en outre encouragée dans le cadre des relations bilatérales par le programme PAI Amadeus, a précisé **Mme Humbert-Knitel**, Professeur à l'Université de Strasbourg II. Des associations entre universités françaises et instituts de recherche autrichiens existent, mais restent insuffisamment développés.

Les relations entre la France et l'Autriche ont longtemps été marquées par ce que **S.E.M. l'Ambassadeur Ceska** a qualifié d'une *indifférence mutuelle*. L'exercice des **regards croisés** démontre que les deux pays se connaissent en effet très mal (cf. encadré, page suivante). L'Autriche, a-t-il rappelé était jusque dans les années 80 le *parent pauvre de l'Europe*, et ne suscitait pas un grand intérêt de la part de la France. Cette indifférence tenace disparut soudainement en 1999-2000, quand

„Parmi tous les pays de l'Union Européenne, c'est avec l'Autriche que la France a le moins de relations politiques!“

Jacques Chirac, cité par S.E. M. Ceska, Ministère de l'Economie et du Travail

le chancelier Schüssel entreprit une coalition avec le FPÖ de Haider. Ce virage politique provoqua un tollé général en France et en Europe, qui se traduisit par des sanctions et desservit plus encore l'image déjà muséale, passéiste et conservatrice du pays de Mozart et de Sissi en France. Rappelant le contexte national qui poussa à exagérer la réaction de la France à l'égard de la situation politique autrichienne en 2000, **M. le Sénateur Badré** a cependant appelé les deux pays à assumer leurs histoires respectives, voire leurs conflits, afin de relativiser les frictions passées, présentes, et futures. Ces histoires respectives, et croisées, ont été exposées par **Mme Sauer**, Directrice du Forum Culturel autrichien à Paris. **M. Badré** a par ailleurs dépeint l'Autriche comme un pays où il fait bon vivre, et aux habitants fort compétents. La France partage, selon lui, ces caractéristiques avec l'Autriche, mais centralisatrice et jacobine elle se distingue par son arrogance, quand l'Autriche fédérale et montagnarde respire la convivialité. Hélas, l'Autriche est encore très méconnue des Français, a également concédé **M. Cullin**, Professeur à l'Académie Diplomatique de Vienne. **M. Pfersmann**, Professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne a pour sa part remarqué que l'image de l'Autriche, contrairement à celle des États-Unis ou de la France, n'est pas facilement identifiable parmi les pays du globe. Or l'Autriche tend à se comporter de façon réactive par rapport aux archétypes qu'elle projette à l'étranger, d'où la naissance de nouvelles difficultés. Pour



MM. Barazon, Del Picchia et Marboe

M. Cullin, la France devrait peut-être commencer par reconnaître la diversité culturelle du monde germanique, et en particulier les spécificités de l'Autriche, ce *grand pays avec un petit territoire*, d'après le Rédacteur en chef des Salzburger Nachrichten, **M. Barazon**, citant Valéry Giscard d'Estaing. C'est à cette condition préliminaire que la France pourra espérer devenir pour l'Autriche un partenaire aussi solide que l'Allemagne. Dans sa conclusion, **M. Del Picchia**, Sénateur des Français à l'étranger et Vice-président de la Commission des Affaires Étrangères de la Défense et des Forces Armées, a lui aussi relevé *la fascination méfiante* que les deux pays entretiennent l'un par rapport à l'autre, au delà de leurs bons rapports commerciaux, politiques et diplomatiques. Mais il s'est aussi félicité que nombre d'acteurs-clé de la vie politique, scientifique, économique et sociale autrichienne, présents à cette Journée Franco-Autrichienne, aient choisi de s'exprimer en français, preuve que l'Autriche a bien sa place dans la Francophonie. Il a enfin espéré que l'initiative de cette Journée Franco-Autrichienne sera reconduite, afin de continuer à rapprocher les Français et les Autrichiens.

Clusters, Technopôle et Technopole :

Le concept de **cluster** en économie est tiré du langage informatique, dans lequel il désigne un groupe d'ordinateurs utilisés pour former un seul et unique, mais très puissant serveur. En économie, un cluster désigne une architecture en *grappe* d'entreprises distinctes et éclatées, dont l'output technologique circule de nœud en nœud. La performance totale d'un cluster est supérieure à la somme des performances des unités, malgré l'absence de proximité géographique.

Développé dans les années 90, cette forme d'organisation connaît un Autriche en grand succès. Parmi les principaux clusters figurent le Austrian Health Cluster, le Austrian Power & Environment Cluster, le Austrian Rail Engineering & Austrian Telekom Cluster et le Bioenergy-Cluster.

Le **technopôle**, ou parc technologique, est une réalisation très concrète mise en œuvre par des villes, dont les stratégies de développement économique s'appuient sur la valorisation de leur potentiel universitaire et de recherche, en espérant que celui-ci entraîne une industrialisation nouvelle à l'initiative d'entreprises de haute technologie, créées ou attirées sur place. Un technopôle se caractérise donc par un environnement géographique de haute qualité, parfois en relation avec les centres de recherche universitaires. Sophia Antipolis est l'exemple classique de technopôle en France.

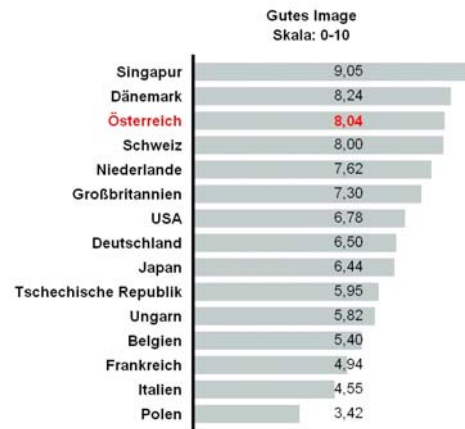
Une **technopole** est une appellation plus abstraite désignant un ensemble dynamique qui peut se composer de : centre d'innovation (dans l'enceinte des universités), parcs scientifiques ou technologiques, parcs d'affaires ou commerciaux, ou encore de zones industrielles supérieures.

„La langue et la culture sont à un peuple ce que le visage est à une personne: c'est ce qui lui permet de reconnaître et d'être reconnu“

Denis Badré, Sénateur, citant Sandra Kalniete, ancien Commissaire Européen de Lettonie



Quelle: World Competitiveness Yearbook 2005



Quelle: World Competitiveness Yearbook 2004

L'Autriche méconnue des Français...

Un sondage paru il y a quelques années dans « Les Langues Modernes », et réalisé auprès d'étudiants français en germanistique, a permis de dégager les résultats suivants : « Seul un étudiant sur deux sait ce qu'est l'Anschluss, et peut citer une ville en Autriche hormis Vienne. 90% d'entre eux ignorent qu'Hitler est né en Autriche, et seuls 13% connaissent le nom du chancelier actuel. Par ailleurs, nombre d'écrivains autrichiens sont tenus pour être allemands. L'histoire de la Première République est enfin totalement inconnue des jeunes Français » (M. Cullin, *Revue des questions franco-autrichiennes*)

La France méconnue des Autrichiens ?

Une enquête réalisée auprès d'élèves autrichiens laisse toutefois à penser que la France est mieux connue des Autrichiens que l'Autriche ne l'est des Français. Les personnages les plus connus, en dehors de Depardieu et Zidane ont en effet une dimension politique et historique (Napoléon, Louis XIV, J. Chirac). Viennent ensuite Alizée et Edith Piaf. Les écrivains français semblent néanmoins oubliés. Quant à l'image des Français en général, elle confirme certains clichés : les français sont charmeurs et élégants pour plus de 60% des interrogés, mais surtout arrogants (94%), quoique bon vivants (85%).



Les activités du
Secrétaire Général

En bref...

Inauguration du siège de l'Institut Européen de Politique Spatiale (ESPI)

M. Jankowitsch, Membre du Comité de Direction de l'ESPI, a assisté le 20 septembre dernier à l'inauguration de l'European Space Policy Instiut à Vienne, en compagnie de nombreuses personnalités européennes du monde de l'espace, dont **M. Jean-Jacques Dordain**, Directeur Général de l'Agence Spatiale Européenne (ESA). La présence de ces personnalités a permis d'envisager une possible implication du Centre Franco-Autrichien dans les domaines scientifiques et industriels européens liés à l'aérospatial. Une conférence ou un séminaire organisé par le Centre sur ce thème pourrait bientôt voir le jour

Séminaire IFRI-CFA: Le pétrole à 50\$... et après?

Depuis cinq ans, le prix du pétrole a quadruplé. Cette évolution a des conséquences économiques et géopolitiques à l'échelle mondiale, et concernent en particulier une Europe encore dépendante de l'énergie tirée du pétrole. Organisé le 13 juin dernier, un petit-déjeuner sur ce thème a permis de s'interroger sur les enjeux et les conséquences qu'aurait une hausse durable des prix du baril. Bien sûr, nos économies sont aujourd'hui moins gourmandes en énergie et en pétrole qu'elles ne le furent dans les années 70. Mais l'accroissement structurel de la demande dans certains pays en voie de développement comme la Chine et bientôt l'Inde, ainsi que l'essouf-



Le Courrier des Balkans

Le Courrier des Balkans est un site internet français, dont l'objectif est le développement de solidarité professionnelle avec les journalistes des Balkans. Il traduit et publie des articles de qualité et d'actualité parus dans la presse des pays d'Europe du Sud-est. Une newsletter permet de rester informé.

flement, lui aussi structurel, de la production, qui pâtit de réserve mondiale en baisse, engageant à repenser la politique énergétique européenne à moyen et long terme. Le rôle de la Russie, dans cette analyse prospective est central, en tant que possible futur grand fournisseur pétrolier de l'Union, de même que les nouvelles sources d'approvisionnement énergétique. Le petit-déjeuner IFRI-CFA a été animé par **M. Jankowitsch**, S.G. du CFA, **M. Noel**, Chercheur à l'Ifri, **M. Bergasse**, Agence Internationale de l'Energie, **Mme Locatelli**, CNRS



Source: Le Parisien - 26/08/2005

L'Europe après le NON français

Invité par la Société Autrichienne de Politique Européenne, dont il est un des Présidents d'Honneur, **M. Jankowitsch** a animé le 27 juillet dernier un débat portant sur les causes de l'échec en France du référendum sur la Constitution Européenne, le 29

mai 2005. Rejeté par près de 55% de la population française, le projet de Constitution n'a en effet pu s'imposer dans l'Hexagone, malgré le large soutien de la classe politique. Une semaine plus tard, le vote négatif des Pays-Bas a fini de plonger l'Union dans la crise politique. Selon les thèses présentées par **M. Jankowitsch**, le rejet du projet de Constitution Européenne par la France, un des pays fondateurs de l'Europe, tient pourtant moins au texte ou au traité lui-même qu'à l'expression d'un malaise grandissant dans la société française à l'égard de la mondialisation et de la dernière vague d'élargissement de l'Union, encore mal comprise ou mal perçue.

Vers un Prix Parlementaire Franco-Autrichien ?

Le 3 novembre 2005, le Président de l'Assemblée Nationale autrichienne (Nationalrat), **M. Andreas Khol**, a reçu **M. Jankowitsch** afin de discuter de l'actualité du Centre Franco-Autrichien. **M. Khol** a démontré un vif intérêt pour l'éventuelle création d'un Prix Parlementaire Franco-Autrichien, destiné à récompenser un travail de recherche intellectuelle ou académique portant sur les relations entre la France et l'Autriche. Le Prix pourrait être attribué par les Présidents des deux Parlements, après la délibération d'un jury composé de parlementaires, à des auteurs qui contribuant à une meilleure com-

préhension entre les deux pays. L'existence d'un tel prix serait en outre perçue, selon **M. Khol**, comme un encouragement concret à réfléchir aux relations et aux problématiques franco-autrichiennes.

L'OSCE et le CFA

Le Secrétaire Général de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), **M. Marc Perrin de Brichambaut**, a reçu le 14 octobre dernier **M. Jankowitsch**, afin d'évoquer la possibilité d'un rapprochement entre le CFA et l'OSCE. **M. Perrin de Brichambaut** a manifesté un vif intérêt à l'égard des activités du Centre, et a évoqué la coopération qu'il souhaiterait intensifier avec le Centre dans les domaines de la sécurité des citoyens, et de la lutte contre le terrorisme et le crime organisé en Europe.

Le CFA et l'Association Société Civile

A l'invitation de l'Association Société Civile, **M. Jankowitsch** a participé les 28 et 29 octobre 2005 en Suisse à un colloque international sur le thème : « *Nos valeurs occidentales sont-elles en danger ?* ». **M. Jankowitsch** a ainsi pu nouer des contacts avec des personnalités importantes issues des mondes intellectuel et académique d'Europe Centrale, et faire connaître le Centre et son actualité.